

L'abolition de l'esclavage à Cuba : Un lent processus

Agnès RENAULT
(CIRTAI, Université du Havre)

1886, soit deux ans seulement avant la date de la fin du cycle des abolitions (Brésil, 1888), la Loi met fin à l'esclavage à Cuba. Comment peut-on comprendre les conditions d'une abolition si tardive ? La question est complexe car il faut démêler les intérêts, les interférences internes et externes, les concepts de progrès économiques et de philanthropie. Les explications sont imbriquées les unes aux autres et l'on a parfois l'impression que la liberté a émergé comme une mauvaise herbe dont la société a fini par perdre le contrôle, après des décennies de violence et de manipulation. D'abord chétive et partielle, la liberté civile a fini par atteindre l'ensemble de la population noire, ou plutôt de couleur, première étape de la fondation d'une nation cubaine pouvant prétendre à l'indépendance. Il est impossible d'espérer résumer clairement les enjeux, les acteurs et les avancées sur la base d'un récit linéaire, évoluant tout au long d'une chronologie bien établie. Certes, des jalons réguliers permettent d'avancer 1807, 1817, 1835... mais il reste très difficile de cerner la nature des principaux rôles.

Cependant, trois ingrédients essentiels appartiennent à cette histoire. Ce sont les relations internationales, particulièrement le rôle des Britanniques, le « péril noir », qui hante la mémoire du colon en même temps et est la puissance libératrice de la masse servile, et les enjeux économiques. Pour illustrer cette imbrication, il est possible de se référer à un document édifiant, dossier de 1844 qui est en fait une étude réalisée à la demande de la métropole espagnole, pour mettre en place une loi pénale visant à

sanctionner les trafiquants d'esclaves, en respect de l'article 2 du traité passé avec les Anglais en 1835¹. Ce document est important à plusieurs titres. Sa date pour commencer. Les années 1840 sont en effet une période charnière dans les longs cheminements vers la liberté². En outre, les avis collectés à cette occasion, considérés comme la « voix publique », étaient ceux des représentants des différents pouvoirs de l'île : le pouvoir politique (la municipalité de La Havane), le pouvoir judiciaire (Real Audiencia de Port-au-Prince), économique (divers colons tel don Domingo Aldama), le pouvoir intellectuel (les hommes illustrés de *La Sociedad Económica de los Amigos del Pais* et de *La Real Junta de Fomento*) et le pouvoir financier (*el superintendente de hacienda*). L'ensemble de ces réflexions fut rédigé dans les six premiers mois de l'année 1844 et, sur ordre du Capitaine Général don Leopoldo O'Donell, une partie d'entre eux fut réunie le 12 juillet 1844, afin de former une Junte qui, constituée du comte de Fernandina, du marquis de Eslava, de don Joaquín Gomez, de don Rafael de Quesada et d'un secrétaire, le brigadier don Miguel Maria Paniagua³, fut chargée d'examiner les dossiers. Elle était

L'abolition à Cuba : une question internationale

En raison de l'impact international lié à la décision britannique d'interdire la traite négrière en 1807, l'attitude adoptée face à l'Angleterre occupe une place primordiale pour comprendre à la fois les résistances et les inflexions de Cuba face à la question de l'Abolition. De fait, les Britanniques avaient réussi à convaincre les

¹. Après le traité du 22 novembre 1817 qui n'avait pas été suivi d'effet, les Britanniques obtinrent que l'Espagne proclame une autre loi en 1835 prévoyant des menaces d'amendes et de châtement pour ceux qui enfreindraient la loi.

². Dès le début des années 1840, on peut observer une agressivité plus importante des Britanniques pour faire appliquer l'interdiction de la traite une période d'épanouissement économique à Cuba qui implique une exploitation d'autant plus grande de la main-d'œuvre servile. En même temps, l'année 1842 correspond aussi à une diminution du trafic de traite avec seulement trois départs et neuf arrivées de navires enregistrés dans le port de La Havane (selon M. GUICHARNAUD p. 128). Très précisément, cette consultation eut lieu juste après la conspiration dite de *la Escalera*.

³. A. H. N. M : Ultramar 93, EXP.47 1844 / 1845.

principales Nations concernées d'adopter ces mêmes règles dès 1815. S'il s'agissait d'une acceptation théorique de la suppression de la traite, relayée par un marché clandestin puissant (au moins 1 905 923 esclaves embarqués entre 1815 et 1866⁴), cette attitude posait les premiers jalons d'un ensemble d'abolitions progressives. Or, l'Espagne ne faisait pas partie des Nations qui signèrent la convention mettant la traite hors la loi en 1815. Il fallut attendre le 22 novembre 1817, pour que ce pays s'engage à interdire à ses sujets tout trafic de Noirs au nord de l'équateur et la traite ne devait être totalement abolie pour toutes les colonies espagnoles qu'à partir du 30 mai 1820. L'accord signé en 1835 met en perspective toute l'inefficacité des démarches anglaises. Face aux pressions britanniques, les colons de l'île de Cuba opposèrent d'ailleurs une résistance de tous les instants, ce qui limitait d'autant l'impact des entreprises abolitionnistes.

L'intérêt du dossier de 1844 est qu'il reprend un certain nombre de leurs arguments. Les Hispano-cubains dénonçaient d'abord l'utilisation de prétendus principes « philanthropiques » qui servaient surtout une politique interventionniste. Les magistrats du tribunal de la *Real Audiencia*, affirmaient que les ennemis du pays enfilaient le « masque hypocrite » de la philanthropie, pour agiter les esclaves de l'île⁵. L'intendant de l'hacienda faisait remarquer que ces « idées philanthropiques du temps » correspondaient à la philosophie des Anglais. Chaque nation pouvait de fait intervenir selon sa convenance dans sa gestion des questions relatives à l'esclavage, mais ne pouvait en aucun cas prétendre intervenir dans les affaires des autres nations⁶.

La philanthropie était ainsi dénoncée comme étant un simple prétexte à l'intervention étrangère. Les Anglo-Saxons étaient accusés de prétendre devoir surveiller le respect de l'interdiction internationale du commerce, afin de détenir l'entier contrôle des mers et de la navigation. Les colons critiquaient fortement les

4. Marcel DORIGNY, Bernard GAINOT, *Atlas des esclavages : traites, sociétés coloniales, abolitions, de l'Antiquité à nos jours*, Paris, Autrement, 2006.

5. A. H. N. M : Ultramar 93, EXP.47 : Pièce n°12 : De la Audiencia de Puerto Principe: 11 de abril de 1844.

6. A. H. N. M : Ultramar 93, EXP.47 : Pièce n°14 : *del Superintendente de hacienda*: 20 de abril de 1844. Ces idées correspondent à celles qu'avait affirmés José Antonio Saco quelques années plus tôt.

ingérences et le rôle des commissions mixtes, tout particulièrement celle de la Sierra Léone, en territoire anglais⁷. Dans leurs projets de mise en place de la loi pénale légiférant les conditions de la condamnation des trafiquants cubains, les colons affirmaient leur volonté, ou au moins leur préférence, pour voir juger les contrebandiers par des tribunaux « ordinaires de la nation »⁸. On sait effectivement que la Grande Bretagne avait obtenu un « droit de visite », en 1817, permettant d'inspecter les navires et de les saisir lorsqu'ils se destinaient au trafic de traite. En contre partie, les Anglais s'étaient engagés à verser 400.000 livres sterling en compensation des dommages qu'éprouveraient les armateurs et négociants⁹. Sur ce sujet, José Antonio Saco avait affirmé dans ses écrits, dès 1837, que seule l'Espagne, et non l'Angleterre, pouvait supprimer la traite. Il fallait donc supprimer le droit de visite¹⁰.

Ainsi, sans aborder l'hypocrisie des traités qui avait entraîné l'amplification de la contrebande, les fondements réels de l'idéal abolitionniste mettait en péril sa réalisation. Les intérêts économiques anglais sont de fait bien connus. La production sucrière de la Jamaïque avait beaucoup souffert avec l'abolition de la traite¹¹. Dès le début du XIX^e siècle, les raffineries sucrières britanniques s'approvisionnaient surtout en Inde et à l'île Maurice, où étaient employés des salariés libres aux salaires très bas¹². Empêcher la traite devait augmenter d'autant les coûts de l'achat d'esclaves en contrebande, et par voie de conséquence les coûts de production des concurrents, soit surtout ceux de Cuba. Après les guerres d'indépendance de l'Amérique espagnole, la Grande

7. En respect du traité de 1817, les commissions mixtes, formées de tribunaux de justice avec des représentants Anglais et Espagnols, devaient être installés à La Havane et à la Sierra Léone, soit l'un dans les territoires espagnols et l'autre dans ceux des Britanniques pour juger les négriers.

8. A. H. N. M : Ultramar 93, EXP. 47 : Pièce n°21 del Conde de Cañongo, 12 de marzo de 1844. et pièce n°45 del Superintendente de Hacienda.

9. *Ibidem*.

10. Michèle GUICHARNAUD-TOLLIS, « Littérature et société à Cuba (1810-1850) : Images de la population de couleur », thèse pour le Doctorat d'Etat, Université de Bordeaux III, 1987, p. 98.

11. *Ibidem*, p. 91.

12. Rémy HERRERA, « Capitalisme, esclavage et sucre à Cuba, émergence, essor et déclin de l'esclavage cubain (1511-1886) », p. 11.

Bretagne était devenue la première puissance coloniale et elle n'avait pas l'intention de perdre cette suprématie¹³. D'ailleurs, cette omniprésence agressive anglaise sur les mers interroge sur l'intérêt des Anglo-saxons dans cette affaire¹⁴. N'avaient-ils pas de leur côté intérêt à fermer les yeux sur une partie du trafic, afin de pouvoir prolonger le plus longtemps possible ces contrôles sur la navigation ?

Pour limiter l'action abolitionniste, les Hispano-cubains déployèrent aussi tout un argumentaire, afin de protéger leurs intérêts. Ils étaient conscients que la « philanthropie » était devenu un principe avec laquelle il fallait compter et ils essayaient de contrer l'Anglais en se présentant eux-mêmes comme de vrais philanthropes. C'est ainsi que Don Rafael de Quesada, « un individu de la junta », se lança dans le récit de l'organisation esclavagiste locale. Il évoquait les « lois douces » de la Nation espagnole, dont la « véritable philanthropie » n'avait jamais pu être mise en place par une autre puissance. Il illustrait son propos par une argumentation des plus cyniques. Les Espagnols auraient sorti les Africains de l'esclavage auxquels ils étaient soumis par d'autres barbares du continent. Certes, ils étaient restés esclaves, mais ils avaient échappé à la peste, la faim, l'insécurité, les guerres. D'autre part, dans les possessions américaines, les esclaves pouvaient bénéficier de l'amour de leur famille et parfois acquérir une petite propriété. « Beaucoup » obtenaient même la liberté. C'était le bonheur comparé à la « férocité » à laquelle ils avaient été soumis antérieurement¹⁵. Ainsi, Quesada « croyait en toute conscience que les Noirs étaient gagnant en venant sous la domination Espagnol ». Pour prouver ses propos, il rappelait qu'il s'était écoulé plus de 40 ans depuis la révolution de Saint-Domingue et 20 ans depuis les premières publications d'ouvrages les plus fanatiques au sujet de l'émancipation en Jamaïque. Dans le premier cas, il y avait eu un « holocauste » qui dévora la « race blanche » et dans le second, les colons blancs avaient été ruinés. Tous ces faits, dont le scandale

¹³. Michèle GUICHARNAUD-TOLLIS, *op. cit.*, p. 100.

¹⁴. L'agressivité est particulièrement dénoncée par le *Superintendente de Hacienda*.

¹⁵. A. H. N. M : Ultramar 93, EXP.47 : Pièce n°10: de don Rafael de Quesada, *individuo de la junta*.

« élaboussait » les côtes cubaines, n'avaient pas affaibli la fidélité et la dévotion des esclaves vis-à-vis de leurs maîtres.

Cette « douceur » des lois espagnoles, concernant l'esclavage, était un argument de poids pour justifier le maintien du système. Les colons s'en faisaient l'écho directement. Face à la pression internationale, il existait aussi toute une propagande visant à justifier la traite et l'esclavage. Les principaux négriers cubains commanditaient des écrivains, comme les Espagnols Ferrer de Couto, Mariano Torrente ou l'Italien A. Callenga. Ce dernier, envoyé par le *Times*, fut reçu luxueusement par le marchand d'esclaves Zulueta, ce qui l'incita à écrire un ouvrage où les négriers étaient présentés comme des anges¹⁶.

La douceur des lois concernant l'esclavage était, de plus, une impression souvent véhiculée dans les récits des voyageurs. Sans revenir sur les tendances aux descriptions idéales des conditions de travail servile faites par le Comtesse de Merlin, citons l'exemple de la romancière Frederika Bremer. Pour son périple américain, elle débarqua d'abord à New York, puis embarqua pour Cuba à partir de La Nouvelle-Orléans. Emprunte des préjugés du temps au sujet des Noirs et Mulâtres, elle décrivait, dans sa correspondance, quelques faits sociaux qui lui semblaient pittoresques. Au sujet des esclaves, elle remarquait, dans une lettre du 1^{er} mars 1851, que les lois espagnoles, « *las leyes de las Indias* », avaient quelques bonnes dispositions en faveur du droit des esclaves et de leur liberté, notamment en raison du système de *coartación* qui permettait aux esclaves de se racheter en payant progressivement leur liberté. Elle remarquait ainsi les juges (*síndicos*) chargés de défendre leurs intérêts. Elle donnait notamment l'exemple d'une mère qui pouvait racheter son propre enfant pour 15 dollars avant sa naissance et 30 après. Elle observait encore que les esclaves, surtout urbains, pouvaient gagner leur vie grâce à une diversité d'activités. Devenu libre, l'affranchi pouvait même devenir fortuné, notamment grâce au commerce. Elle comparait volontiers l'esclave espagnol à celui des Etats-Unis, pour en déduire une situation favorable. Elle précisait toutefois que les esclaves de plantation avaient des

¹⁶. José Luciano FRANCO, « Contrabando y trata negrera en el Caribe » in-
Temas acerca de la esclavitud, La Habana, Editorial de Ciencias Sociales, 1988, p.
33.

conditions de vie et de travail pire qu'en Amérique du Nord, qu'ils étaient considérés seulement comme du bétail. Pour finir elle donnait quelques informations sur la traite illégale, un chargement de 700 captifs venant justement d'être introduit clandestinement¹⁷.

Miroir de cette vision esclavagiste, le dossier de 1844, montre cependant des évolutions positives en faveur d'une possible volonté de limiter le trafic, à condition de garantir la propriété des esclaves déjà présents. Les Britanniques, qui n'avaient pas convaincu au sujet de leur idéal philanthropique, apparaissaient comme une puissance qu'il semblait bien difficile de contrecarrer. Les colons émettaient un certain nombre de protestations concernant l'attitude anglaise, mais ils étaient d'accord pour affirmer la nécessité de cesser l'introduction d'esclaves à Cuba. En acceptant de pénaliser les trafiquants, comme le réclamait le gouvernement anglais, les colons espéraient retirer tout prétexte d'hostilité envers la colonie de la part de la Grande Bretagne¹⁸. Ils avouaient préférer faire ces concessions au sujet de la répression de la traite illégale, afin d'éviter « l'exaspération de la susceptibilité » du gouvernement anglais qui pouvait exiger beaucoup plus, soit l'émancipation totale. Ils espéraient donc garantir l'entière propriété des esclaves déjà acquis et présents sur le sol cubain¹⁹. Les colons rappelaient (à travers le dossier de Quesada) que si les traités concernant l'abolition de la traite étaient totalement respectés, il ne serait plus nécessaires de laisser en vigueur « le Ponton », un navire britannique qui déposait les « émancipés » sur le sol cubain. Les juridictions mixtes deviendraient inutiles, ainsi que le droit de visite qui nuisait autant au commerce qu'à l'indépendance nationale. Ils craignaient, aussi, l'impact sur la population de couleur libre et esclaves des idées diffusées par les « abolitionnistes pervers ».

Au-delà de la pression britannique, les colons commençaient aussi à être touchés par le fait que « le commerce des esclaves avait contre lui la réprobation absolue de quasiment toute l'Europe

¹⁷. Fredrika BREMER, *Cartas desde Cuba*, La Habana, Editorial Arte Literatura, 1995, 192 p. (1^e éd. 1853-1855), p. 72.

¹⁸. A. H. N. M : Ultramar 93, EXP.47 : Pièce n°11: del regente de la Audiencia de Puerto Príncipe, 15 de abril de 1844.

¹⁹. A. H. N. M : Ultramar 93, EXP.47 : Pièce n°11: del regente de la Audiencia de Puerto Príncipe, 15 de abril de 1844.

et l'Amérique » et même de la France « qui venait de faire une déclaration, le 4 mai, sur l'abolition absolue ».

Toutefois, si le trafic semble diminuer dans les années 1840, il reprit de plus belle dans la décennie suivante. D'abord, les colons cubains bénéficiaient de l'appui de leur métropole, notamment au sujet de la garantie de la propriété des esclaves déjà acquis. Or, cette assurance encourageait le maintien de la contrebande d'esclaves, puisqu'il suffisait juste de réussir à les introduire à terre de façon discrète, pour garantir leur appropriation²⁰. Parallèlement, le gouvernement britannique considéra que l'abolitionnisme n'était plus une valeur à l'ordre du jour. Il était impossible d'exiger du *free sugar* – sucre produit par des salariés par opposition au *slave sugar* –, alors que les manufactures utilisaient du coton provenant des plantations esclavagistes étasuniennes. La surveillance des Britanniques s'était donc relâchée. Ils considéraient désormais que les navires chargés de surveiller les côtes pouvaient mettre en cause la paix mondiale²¹. Dès les années 1850, la diplomatie anglaise dut aussi tenir compte d'un autre élément : les tendances annexionnistes d'une partie des Créoles cubains. En étant intégrée aux États-Unis, l'île pouvait espérer perpétuer le système esclavagiste. L'Angleterre devait donc contrôler la pression abolitionniste, pour que Cuba ne soit pas tentée de quitter le giron espagnol²².

D'autre part, la traite illégale s'épanouissait grâce à de nouveaux investisseurs comme le Brésil, mais surtout grâce aux négriers étasuniens qui investissaient de plus en plus dans ce marché. Les Nord-américains étaient des collaborateurs de premier plan. Ils fournissaient les navires (construction), investissaient des capitaux et apportaient la protection de leur pavillon, puisque les navires espagnols pouvaient être saisis par les Britanniques en vertu du traité de 1835, alors que les États-Unis avaient refusé le « droit de

²⁰. Inès ROLDAN, «La diplomacia británica y la abolición del tráfico de esclavos cubano: una nueva aportación» in- *Quinto Centenario*, n°2, p. 222.

²¹. Manuel MORENO FRAGINALS, *El Ingenio : El complejo económico social cubano del azúcar*, La Habana, Editorial de Ciencias Sociales, V.1 p. 276-278. Dans le dossier de 1844, Quesada se plaignait du fait que les Anglais n'achetaient plus le sucre produit par des esclaves: «Ya se ha visto el de la exclusión de los mercados de Ynglaterra de los azucars elaborados por esclavos».

²². *Ibidem*.

visite »²³. Finalement la traite finit par disparaître avec les débuts de la guerre de sécession²⁴. La Grande Bretagne réussit de plus à obtenir un accord, en 1862, avec les Etats-Unis, empêchant l'utilisation de la bannière étasunienne par d'autres nations. La guerre de sécession (1861-1865) eut aussi un rôle important sur la suppression définitive de l'esclavage et notamment dans la promulgation de la loi de « ventre libre » du 4 juin 1870. Pour Julio Angel Carreras, les réformistes et annexionnistes cubains comprirent, à travers les luttes entre le Sud et le Nord, que les systèmes esclavagistes et de travail libre ne pouvaient plus coexister. Ils commencèrent à envisager une possible abolition contre indemnisation²⁵.

Parallèlement, les Anglais abolitionnistes tentèrent aussi la déstabilisation interne de la société en intervenant directement dans l'organisation de soulèvements. Selon Quesada, dans le dossier de 1844, les abolitionnistes réussirent à persuader les Noirs qu'ils étaient tous libres et qu'ils devaient résister par la force. Ils pourraient d'ailleurs compter sur l'aide efficace de l'Angleterre. Il s'agit certainement d'une référence aux manigances de David Turnbull, mais aucun nom n'est prononcé²⁶. Sur la question du « soulèvement », le *Superintendente de Hacienda* évoquait que furent découvertes des « ramifications étendues avec un nombre important de personnes qui apportèrent une coopération efficace » et même si le calme était revenu, il ne fallait pas oublier que « le feu et l'acier étaient préparés pour exterminer la race blanche ».

²³. Michèle GUICHARNAUD, *op. cit.*, p. 92.

²⁴. Manuel MORENO FRAGINALS, *op. cit.*, V.1 p. 287.

²⁵. J. Angel CARRERAS, *Esclavitud, abolición y racismo*, La Habana, Editorial de Ciencia Social, 1985, p. 48.

²⁶. David Turnbull, abolitionniste, obtint le poste de consul anglais à Cuba. Il aurait tenté d'organiser une conspiration, mais il fut finalement renvoyé de son poste, puis de l'île. Mais pendant ce temps, le mouvement de conspiration se radicalisait, surtout parmi les gens de couleur. L'un des leaders, Flores, tenta d'obtenir le soutien du nouveau consul – Turnbull avait promis des armes – mais les Anglais voulaient obtenir l'abolition dans l'île sans violence. Il était trop tard toutefois pour arrêter le mouvement qui avançait en ordre dispersé, des dissensions entre Noirs et Mulâtres après celles entre Blancs et gens de couleur. Finalement la conspiration fut découverte fin décembre 1843.

Ainsi, la pression anglaise jouait un rôle décisif dans l'évolution de la situation à Cuba. Elle orchestra en partie l'évolution du marché au gré de ses intérêts. Toutefois, la seule pression anglaise ne suffit pas à modifier la société esclavagiste cubaine (une cinquantaine d'années s'écoulèrent entre la signature du premier traité entre l'Espagne et l'Angleterre, promettant l'abolition de la traite, et son arrêt effectif).

Les impacts contradictoires du « péril noir »

La notion de « péril noir » avait pris toute sa dimension à Cuba dans le contexte de la révolution d'Haïti. Certes, il y avait toujours eu des résistances serviles dans la colonie espagnole, telles les révoltes des esclaves des mines de Santiago del Prado (ou Cobre), qui appartenaient au roi. Ces derniers permis disposaient d'une certaine liberté de mouvement jusqu'au début du XVIII^e siècle et le durcissement de leur condition amorça une longue période de révoltes²⁷, et leur retranchement dans les *palenques*²⁸.

Cependant, le soulèvement des Noirs dans la colonie française voisine, en 1791, avait particulièrement inquiété la société coloniale de l'île de Cuba. À cette époque, le gouverneur de Santiago de Cuba faisait parvenir ses inquiétudes au ministre en Espagne. Le 28 août 1791, il avait été informé par le lieutenant du gouverneur de Baracoa qu'en plus des désordres jusqu'à présent « fomentés entre les colons eux-mêmes », les esclaves s'étaient soulevés. Il craignait de fatales conséquences, « la force du mauvais exemple si proche » le tenait sur ses gardes. D'ailleurs, lorsque Vésien Desombrages, le « gouverneur » de Jérémie, lui demanda des secours dès le mois de novembre, Vaillant s'empressa de lui en

²⁷. Surtout entre 1677 et 1801, sur ce sujet cf. Rafael DUHARTE JIMENEZ, *Rebelión esclava de la Región oriental de Cuba, 1533-1868*, Santiago de Cuba, Comité Provincial del Partido, 1986, non paginé. Cf. aussi José Luciano FRANCO, *Las minas de Santiago del Prado y la rebelión de los cobreros : 1530-1800*, La Habana, Editorial de Ciencias Sociales, 1975.

²⁸. Selon Alain Yacou, le *palenque* abrite une communauté d'hommes en rupture de ban, une de ses fonctions fut donc comme l'a bien montré M Acosta Saignes, s'agissant du « Cumbe » vénézuélien, d'offrir un asile sûr aux esclaves en fuite (cf. M. ACOSTA SAIGNES, « Le problème noir et son expression dans la littérature à Cuba dans la seconde moitié du XIX^e siècle », Thèse de Doctorat d'Etat, Université de Bordeaux III, 4T, p. 369.

fournir²⁹. Il avait agi en accord avec les ordres du ministre qui exigeaient de garder une parfaite neutralité dans le conflit qui opposait les Blancs et de les secourir par tous les moyens contre le « péril noir ». En plus des soutiens en armes et en vivres, voire en démonstrations de force, un cordon de troupes fut déployé à la frontière espagnole de Saint-Domingue. Le ministre demandait les plus grandes précautions afin d'éviter le contact des soldats avec les Français, afin d'éviter « la contagion du mauvais exemple »³⁰.

Ces événements révolutionnaires mettaient en fait les colons de l'île espagnole face à deux perspectives contradictoires. D'un côté, il y avait les dangers liés aux risques de contagion du modèle haïtien et, pour contrecarrer les risques, il fallait encourager la colonisation blanche afin de mieux équilibrer les rapports de populations entre dominants (Blancs) et dominés (de couleur). Mais de l'autre côté, la révolution à Saint-Domingue, qui entraînait sa destruction, représentait des opportunités à ne pas manquer. Cuba pouvait ainsi envisager de reprendre les marchés de produits coloniaux que la colonie française ne pouvait plus assumer. Dès 1792 Arango y Parreño, dans son discours, écrivait un paragraphe intitulé « Révolution de la France favorable aux fruits de La Havane »³¹. Il pensait qu'il était nécessaire de permettre l'introduction de main-d'œuvre esclave. Il estimait d'ailleurs que l'île était préservée d'une insurrection similaire à ce qui se passait à Saint-Domingue, en raison de la structure de la population qui avait des proportions d'esclaves moindres que celle de la colonie française. Comme l'écrit justement Alain Yacou : « Même si, à la fin de sa vie, Arango saura renier des convictions de première heure, c'est en partie à cause de son action et de la défense de la traite négrière et de l'esclavage qu'il rédigea en 1811, que ses institutions ne furent point abolies par les Cortes de Cadix. »³².

Ainsi, les colons obtinrent des facilités pour introduire des esclaves, telle la *Real Cedula* du 22 avril 1804, permettant de commercer pour 4 ans avec les étrangers qui introduisaient des esclaves et des ustensiles agricoles. Ces accords furent

²⁹. A. N. C., *correspondencia de los Capitanes Generales*, leg. 42 n°5,6.

³⁰. *Ibidem.*, (leg. 42 n°7).

³¹. E. TORRES-CUEVAS, *op. cit.*, p. 183.

³². Alain YACOU, « L'émigration à Cuba des colons français de Saint-Domingue, Thèse de doctorat de 3^e cycle, Bordeaux, 1975, p. 184.

régulièrement renouvelés, puis les Cubains obtinrent du roi la « liberté absolue du commerce direct avec les côtes d'Afrique » à partir de l'époque « où les étrangers, considérant ce trafic contraire aux idées philanthropiques du temps » ne fournissaient plus les contingents nécessaires à l'économie de l'île³³. L'économie de plantation se développa, surtout grâce à la production de sucre puis de café. Il y avait 400 *ingenios* (fabriques à sucre) en 1800 et déjà 1.000 en 1827, qui produisaient 8 millions d'arobes de sucre, soit 4 fois plus qu'au début du siècle³⁴. Cuba devint rapidement le premier exportateur de sucre et de café³⁵. En 1849, Elias Regnault dans « Histoire des Antilles et des Colonies françaises, espagnoles, anglaises, danoises et suédoises »³⁶ observe que l'île, qui était longtemps restée « un fardeau pour le gouvernement », avait obtenu des résultats importants dans les années 1838-1839, surtout pour le sucre et le café. Il évaluait le montant du « mouvement commercial » à 250.000.000 francs par an.

L'augmentation de la main d'œuvre servile, permettant ces niveaux de développement économique, fut considérable. Les recensements de 1877 et 1878 témoignent de cette évolution. S'il y avait 313.203 esclaves en 1817 et 436.495 en 1841, si une diminution se fit sentir dans les années suivantes, avec 323.759 en 1846, le trafic reprit dans les années 1850 et il y avait 366.563 esclaves en 1855, puis 370.553 en 1861. La baisse ne se s'observe qu'après la loi Moret de 1870, avec toutefois encore 287.627 captifs en 1874³⁷.

L'augmentation des effectifs d'esclaves, qui était accompagnée du durcissement de leurs conditions de vie et de travail en relation avec l'augmentation de la production coloniale, avait entraîné une augmentation des résistances revêtant diverses formes. Elles

³³. A. H. N. M : Ultramar 93, EXP.47 : Pièce n°14: del Superintendente de hacienda: 20 de abril de 1844.

³⁴. Fernando PORTUANDO, *Historia de Cuba*, La Habana, Editora del Consejo Nacional de Universidades, 1965, p. 299

³⁵. Manuel MORENO FRAGINALS, *op. cit.*, V. 2 p. 172.

³⁶. Elias REGNAULT, « Histoire des Antilles et des Colonies françaises, espagnoles, anglaises, danoises et suédoises » in- *L'Univers. Histoire de tous les peuples*, Paris, Firmin Didot frères, 1849.

³⁷. A. H. N. M : Ultramar 5114, EXP. 41: *Resumen de la población de la isla de Cuba en los años que se expresa.*

pouvaient être « passives » – destruction des équipements, refus du travail, suicide³⁸ – ou encore « actives »³⁹. Dans cette dernière forme se trouvent le marronnage simple et les *apalencados*⁴⁰. Dans le premier cas, il s'agissait d'une fugue individuelle ou en petit groupe. Dans le second, les esclaves se réunissaient pour former des communautés dans les zones montagneuses d'accès difficile⁴¹. Ces formes de résistances actives s'étaient multipliées dans le contexte de la révolution d'Haïti. Dans la vallée de Guantanamo, il y eut des communautés de marrons dès 1799 qui attaquaient les propriétés pour voler ce dont ils avaient besoin et pour libérer leurs frères des chaînes de l'esclavage⁴². Cette même année, un groupe d'esclaves des habitations de *Filipinas*, aurait également fui pour aller jusqu'à la côte, surprenant les pêcheurs de la baie de Batiquiri. Il aurait réussi à se rendre à « Haïti ». Ce serait la première action de marronnage maritime de la région de Guantanamo⁴³. Dans la partie orientale, les *apalencados* se multiplièrent dans les premières décennies du XIX^e siècle, en même temps que l'augmentation du nombre d'esclaves pour l'exploitation du café⁴⁴. Ils étaient sous l'influence directe de la

³⁸. Entre 1839 et 1846, il y eut 115 suicides de Blancs et 1.171 d'esclaves. Cf. Jorge CASTELLANOS & Isabel CASTELLANOS, *Cultura Afrocaribiana, el negro en Cuba, 1492-1844, tomo 1*, Miami, Ediciones Universal, 1988, p. 188.

³⁹. G. LA ROSA CORZO, *Los palenques del oriente de Cuba, Resistencia y acoso*, La Habana, Gabino Editorial Academia, 1991, p. 6.

⁴⁰. Selon D. Bosch Ferrer, J. SANCHEZ GUERRA (*Rebeldía y Apalencamiento, jurisdicciones de Guantánamo y Baracoa*, Guantánamo, Centro Provincial de Patrimonio de Guantánamo, 2003, p. 13), le terme *apalencados* qualifie les fugueurs qui se réfugient dans un lieu caractérisé pour son organisation particulière, soit un site entouré par une barrière élevée d'étroits bouts de bois. Sur la question du marronnage, cf. José Luciano FRANCO, *Los palenques de negros cimarrones*, La Habana, departamento de Orientación revolucionaria del Comité Central, 1973 ; *Cuatro siglos de lucha por la libertad : los palenques* (separata de la Revista de la Biblioteca Nacional José Martí), La Habana, 1967 et *Las minas de Santiago del Prado y la rebelión de los Cobreros, 1530-1800*, La Habana, 1975, du même auteur.

⁴¹. G. LA ROSA CORZO, *Los palenques ...*, *op. cit.*, p.7.

⁴². D. BOSCH FERRER, J. SÁNCHEZ GUERRA, in- *Rebeldía y ...*, *op. cit.*, p. 43.

⁴³. *Ibidem*.

⁴⁴. D. BOSCH FERRER, J. SÁNCHEZ GUERRA, in- *Rebeldía y ...*, *op. cit.*, p. 13.

révolution d'Haïti et entretenaient d'ailleurs des rapports commerciaux clandestins avec les « rebelles haïtiens »⁴⁵.

Les planteurs réagirent dès 1796 à cette croissance de la résistance esclave. Francisco Arango y Parreño avait rédigé un Nouveau règlement pour lutter contre les fugues⁴⁶. Il avait aussi initié la mise à contribution de la presse, pour faciliter la capture et la répression des marrons, grâce à aux petites annonces – intégrant la description du captif. Les esclaves attrapés étaient emmenés dans un dépôt où le propriétaire pouvait venir les récupérer pour les remettre au travail⁴⁷.

À Santiago de Cuba, le gouverneur avait créé la Compagnie de Chasseurs en 1803. Il s'agissait d'une unité militaire chargée de surveiller la côte, afin d'empêcher les communications, et/ou les relations commerciales, entre les marrons de Cuba et les révolutionnaires haïtiens⁴⁸. Dans les réunions de la municipalité, des plans de répression pour détruire les *palenques* étaient régulièrement présentés à partir d'avril 1812⁴⁹. En 1821, de nouvelles mesures furent proposées pour un meilleur contrôle des esclaves⁵⁰. Elles prévoyaient qu'aucun esclave ne puisse circuler dans les campagnes, d'une habitation vers la ville, ou dans les rues de nuit, sans avoir un permis de son maître. Dès 1818, le gouverneur de la province de Guantanamo décida de créer un « Commandement de District » avec une garnison permanente pour le canton de Santa Catalina⁵¹. Parallèlement, la situation préoccupante de la région, incita le gouverneur à rétablir les Compagnies de Chasseurs qui avaient été supprimées⁵².

⁴⁵. Selon les planteurs et les autorités coloniales de Baracoa et Tiguabos.

⁴⁶. Manuel MORENO FRAGINALS, *op. cit.*, V. 1 p. 287 : « Nuevo reglamento y arancel que debe gobernar en la captura de los negros cimarrones ».

⁴⁷. J. Maria AGUILERA MANZANO, « Francisco Arango Estructura de Poder Organizada en Torno al Consulado de La Habana en la Primera Mitad del Siglo XIX », *Escuela de Estudios Hispanoamericanos*, CSIC, p. 6.

⁴⁸. *Ibidem*. p 44. : Créée le 31 août 1803 et supprimée le 4 juillet 1816.

⁴⁹. A. G. P. P. S. C *actas capitulares* 25: 20 avril 1812

⁵⁰. A. G. P. P. S. C *actas capitulares* 37f39v: 1 septembre 1821.

⁵¹. Diego BOSCH FERRER et José SANCHEZ GUERRA, *op. cit.*, p. 33.

⁵². A. G. P. P. S. C *actas capitulares* 38f48: 17 décembre 1821. Elle fut réorganisée en mai 1821 selon BOSCH FERRER D., SANCHEZ GUERRA J. in- *Rebeldía y Apalencamiento, jurisdicciones de Guantánamo y Baracoa*, *op. cit.* p. 76.

Malgré ces mesures, les résistances se durcissaient. Il y eut un début de rébellion d'esclaves sur les terres de Don Manuel Justiz, à Tiguabos, en 1823⁵³. Cette attaque fut considérée d'autant plus dangereuse qu'elle mettait à jour une nouvelle structuration de la lutte. Les esclaves de Justiz avaient reçu le soutien de ceux de l'habitation *Limoncito*⁵⁴. En septembre, ce fut une véritable conspiration qui fut découverte. Elle avait été fomentée dans la même région, le district de Yagua. A sa tête, il y avait deux esclaves – Marcos Solano et Vincente Perez –, mais aussi un Noir libre, Tomas Ferrer. Ces trois hommes avaient prévu de soulever un groupe important d'esclaves pour incendier les propriétés et tuer les maîtres et les contremaîtres. Ils envisageaient ensuite de se diriger vers le village du Caney pour l'occuper. Les conspirateurs furent finalement dénoncés par une esclave et ils furent arrêtés⁵⁵. Cet exemple témoigne de la croissance de la détermination des luttes serviles. Les objectifs et les moyens paraissent aussi en plein essor.

En face, la répression restait globalement inefficace. Les *palenques* de l'Orient étaient situés dans des régions montagneuses relativement inaccessibles et les expéditions répressives n'étaient organisées que pour des périodes limitées. Des groupes d'hommes armés partaient sillonner les montagnes afin de démanteler les refuges de marrons, qui se reconstituaient après le départ des colons. Le fameux *palenque el Frijol* fut attaqué 4 fois entre 1816 et 1819 et chaque fois il se reforma⁵⁶. Précisons encore que la fuite des esclaves n'était pas uniquement un fait rural lié au travail des plantations. Pedro Deschamps Chapeaux a montré l'importance du phénomène en milieu urbain. Il pensait même que, dans la région de La Havane, le nombre de fugueurs en ville était supérieur au nombre de marrons des *palenques*⁵⁷.

Dans les années 1840, les colons étaient toujours terrassés par la peur du « péril noir ». Le dossier de 1844 témoigne de leurs craintes. C'était une des raisons qu'ils évoquaient pour justifier la

⁵³. Diego BOSCH FERRER et José SANCHEZ GUERRA, *op. cit.* p. 34.

⁵⁴. *Ibidem.*

⁵⁵. *Ibidem.* p. 35.

⁵⁶. *Ibidem.*, p. 116.

⁵⁷. Pedro DESCHAMPS CHAPEAUX, *Contribución a la historia de la gente sin historia*, La Habana, Editorial de Ciencias Sociales, 1974, p. 41.

fin de la traite clandestine. Ils considéraient ce commerce comme « éminemment dangereux ». Le *Regente de la Real Audiencia* de Port-au-Prince évoquait « l'essor funeste » des esclaves et des gens de couleur libres dans la région, dont les effectifs étaient bien supérieurs à celui des Blancs qui atteignait les quelques 200.000 individus⁵⁸. Il valait donc mieux « conserver ce que l'on avait, plutôt que de perdre tout jusqu'à la vie ». Il fallait apprendre les leçons de ce qui s'était passé dans l'île voisine. Le fonctionnaire faisait le récit des derniers soulèvements qui « se répétèrent sans cesse » depuis aux moins deux ans sur les sucreries *La Alcanzia*, *La Luisa* et sur les terres des Sres Vega y Martinaur, Alfonso, Aldama y Oviedo et une multitude d'autres autour de Matanzas, quelques-uns de ces biens ayant disparu dans les flammes. Des « agitateurs impies » étaient considérés responsables, alors même qu'ils avaient conscience que ces agitations ne pouvaient entraîner que la destruction des malheureux Noirs et Mulâtres qu'ils avaient manipulés⁵⁹. Domingo Aldama évoquait, quant à lui, les soulèvements à *Trinidad* et *Limonas*, aux incendies et « horribles assassinats ». À Bemba, c'était une « éruption volcanique toujours active ». À Sabanilla del Encomendador, il notait qu'il ne s'agissait plus d'un acte d'insubordination sans conséquences, mais d'une « sédition préméditée et générale ». María del Carmen Barcia Zequeira remarque d'ailleurs que ces rebellions étaient caractérisées par leur ampleur et leur organisation. Elle cite encore le soulèvement des esclaves des sucreries *Triunvirato* y *Acana*, *La Concepción*, *San Miguel*, *San Lorenzo* et *San Rafael*⁶⁰.

L'hacendado Domingo Aldama, qui expliquait avoir créé trois sucreries en 28 ans, estimait avoir l'expérience nécessaire pour donner son avis d'autant que « son bien être et celui de sa famille » dépendaient de ses affaires. Il avertissait toutefois que son point de vue analysait « l'aspect mercantile » en faisant « abstraction de toute idée philosophique ». Il avait longtemps pensé, comme tous les autres planteurs, que la prospérité dépendait de l'augmentation

⁵⁸. A. H. N. M : Ultramar 93, EXP. 47 : Pièce n°11 : del regente de la Audiencia de Puerto Príncipe.

⁵⁹. A. H. N. M : Ultramar 93, EXP. 47 : Pièce n°10 : de don Rafael de Quesada , individuo de la junta.

⁶⁰. María del Carmen BARCIA, « La conspiración de la Escalera: El Precio de una traición » in- Jiribilla, 10/01.

du nombre d'esclaves. Il pensait désormais que les problèmes de l'île venaient du déséquilibre entre le nombre de Blancs et d'esclaves. Non seulement, il y avait trop d'esclaves et de libres de couleur, mais il pointait aussi le problème des « *emancipados* ». Ces derniers étaient les Noirs pris sur les navires négriers clandestins qui étaient donc considérés libres. Ils travaillaient dans les mêmes habitations que les esclaves, ce qui ne manquait pas de leur donner des idées de liberté⁶¹. Pour finir, il observait que dans les chargements de « nègres bossales », certains étaient plus instruits que les autres et parlaient anglais. C'était certainement ceux-là qui influençaient le « mauvais état moral qui s'observait chez les esclaves ».

Aldama prétendait encore qu'il n'était plus aussi indispensable d'introduire de nouveaux captifs, car il n'y avait plus les mêmes besoins en main-d'œuvre. L'araire avait remplacé la hache, on ne défrichait plus autant. De plus, des machines et ustensiles de cultures modernes avaient été inventés. Les progrès des techniques et des sciences diminuaient le travail humain. Il observait encore que la chute des prix des denrées, sucre mais surtout café, entraînait le démantèlement des entreprises anciennes, ce qui permettait le transfert de la main-d'œuvre vers les entreprises plus dynamiques. La production se spécialisait aussi de plus en plus vers le tabac, culture réalisée dans de petites exploitations qui ne réclamaient pas de gros effectifs de travailleurs. Pour terminer, Aldama tenait à insister sur le fait qu'il fallait par contre garantir la propriété de l'ensemble des esclaves déjà introduits.

Ces colons s'inquiétaient tout autant des risques d'association entre les esclaves et les hommes libres, en raison de la « privation

⁶¹. Sur les « émancipés », Michèle Guicharnaud évoque un véritable scandale, dénoncé par l'abolitionniste D. Turnbull. Après le jugement en commission mixte, les Africains étaient réputés libres mais le gouvernement en avait la charge. Le capitaine général les mettait en tutelle chez un propriétaire durant quelques années. Ce dernier bénéficiait de cette main-d'œuvre, mais il devait subvenir à ses divers besoins. Le capitaine général Tacon avait, quant à lui, décidé de les vendre pour 4 ou 7 ans, mais en réalité c'était pour toujours, car ils étaient déclarés morts ou disparus à la fin du contrat. S'ils étaient rattrapés, le capitaine général les vendait de nouveau.

de toute considération civile » dont ils étaient objet⁶². C'était donc les fortes proportions de populations de couleur à la fois libres et esclaves qui apparaissaient désormais les plus dangereuses, les récents soulèvements en témoignaient.

On comprend bien que si les libres de couleur sont considérés comme les plus dangereux, il est impossible d'envisager l'émancipation de l'esclavage. Les Créoles blancs devaient tenter de le maintenir pour éloigner les risques d'être évincés de l'île. Quant à la métropole, elle avait aussi tout intérêt à maintenir l'esclavage qui générait tant de craintes et avait pour conséquences de laisser la colonie dans sa dépendance.

La radicalisation des résistances n'apportait donc pas les résultats immédiats escomptés pour obtenir l'émancipation. Ils orientaient plutôt les colons à chercher d'autres solutions. Il fallait notamment affronter les déséquilibres de la composition de la population en favorisant la colonisation de Blancs et durcir la répression pour soumettre la population servile.

L'idée de développer la colonisation de Blancs n'était pas nouvelle, la question s'était posée déjà fin XVIII^e siècle. Dès 1801, le Capitaine Général de Cuba avait envisagé de faire venir les colons espagnols de Santo Domingo, occupé par Toussaint Louverture, et de leur attribuer des terres. Les commerçants acceptaient même de financer l'opération. Au vrai, peu d'Espagnols étaient venus s'installer à cette époque⁶³. Plus tard, en 1817, le roi Ferdinand VII accepta d'étendre à Cuba la *Real Cédula de Puerto Rico* facilitant l'immigration. La *Real Sociedad Económica de los Amigos del País* conseillait même de permettre le développement de l'immigration tout particulièrement dans la partie orientale où il y avait plus de *realengos* et où elle estimait qu'il était plus urgent et nécessaire d'augmenter le nombre d'habitants blancs⁶⁴.

Dans les années 1840, les réflexions visant à stimuler l'immigration de colons blancs démontrent que le problème restait

⁶². Selon *el Regente de la Real Audiencia*, Francisco Garcia del Fierro, qui pensait même qu'il serait prudent d'attirer dans le camp des Blancs les gens de couleur libre en leur facilitant quelques acquis sociaux.

⁶³. Cf. Alain YACOU, *L'émigration à Cuba des colons français de Saint-Domingue*, *op. cit.*, p. 193-202.

⁶⁴. M. DEL CARMEN BARCIA ZEQUEIRA, « Los proyectos de Población Blanca y la Real sociedad económica de amigos del País », *op. cit.*, p. 111-129.

entier. La *Real Junta de Fomento de La Habana*, chargée de réfléchir aux moyens de sa réalisation, visait un double objectif. Augmenter le nombre de Blancs devait permettre de diminuer les déséquilibres entre les effectifs de Blancs et de Noirs. Des nouveaux immigrés pouvaient en même temps être l'occasion d'augmenter le potentiel de main-d'œuvre libre. De fait, la colonie manquait de salariés et les salaires étaient, du coup, très élevés. Déjà en 1805, Francisco Arango y Parreño calculait qu'un salarié revenait à 400 pesos annuel contre 200 pour un esclave⁶⁵. D'ailleurs, l'historien Manuel Moreno Fraginals pense même que les producteurs de sucre étaient esclavagistes, parce qu'ils manquaient de travailleurs libres salariés⁶⁶.

Toutefois, les réflexions de la junte ne laissaient paraître aucun espoir. Dans sa réunion du 12 juillet 1844, elle affirmait qu'il serait intéressant de remplacer le système esclavagiste par des travailleurs libres, mais elle montrait aussitôt que c'était impossible à réaliser. Pour le prouver, elle présenta un rapport très détaillé qui mettait en perspectives deux projets distincts. Le premier était la mise en place d'une sucrerie fonctionnant avec de la main-d'œuvre salariée. Il prévoyait une base de 40 chevalées cultivées au départ par 50 hommes, dont les effectifs devaient être progressivement augmentés pour atteindre 200 personnes. L'entreprise devrait permettre de produire 200 caisses de sucres dans les deux premières années. La sucrerie pourrait donc réaliser 34.000 pesos, mais les dépenses seraient de 37.760, en raison d'un coût salarial de 24.000. La même entreprise, présentée dans un second temps, qui

⁶⁵. Manuel MORENO FRAGINALS, *El Ingenio : El complejo económico social cubano del azúcar*, La Habana, Editorial de Ciencias Sociales, V.1 p. 260.

⁶⁶. Selon *el Superintendente de Hacienda* : «Por lo mismo desearan los cubanos que nunca se hubiese introducido la esclavitud en la ysla o que fuese practicable la manumisión de los esclavos sin perjudicar la propiedad seguridad y libertad de los amos, pero como eso no es posible, bajo el orden actual de cosas derivado de una necesidad que no crearon y cuyas resultas y responsabilidades no les tocan, prefieren y deben preferir la existencia y libertad de su raza a la africana y no quieren exponerse en un conflicto a la cual alternativa o de exterminar esta o de entregarse a decisión de ella y sucumbir bajo su yugo, variando la fisonomía de la sociedad y su actual modo de existir».

fonctionnerait avec une main-d'œuvre servile permettrait par contre des gains de 13.540 pesos.

En plus de cette démonstration, les planteurs n'oubliaient pas de préciser tous les inconvénients liés à l'emploi d'une main d'œuvre salariée. Il serait difficile de trouver des travailleurs assez « robustes pour pouvoir travailler de juin à septembre aux vues des rigueurs du climat » et prêts à accepter les conditions de travail de la sucrerie. Les ouvriers n'accepteraient jamais le maigre salaire de 10 pesos mensuels, d'autant qu'ils auraient à leur charge l'achat des vêtements et de la nourriture (à la différence des esclaves) ; le planteur ne prenant en charge que les frais de maladie.

On peut comparer ces points de vue à ceux de l'économiste britannique Herman Merivale qui, à la même époque, pensait aussi que le travail libre était difficile à mettre en place dans les colonies. Il estimait que le travail servile revenait plus cher, seulement lorsque la pression démographique permettait de donner de maigres salaires, ce qui pouvait s'observer en Europe, mais pas dans les colonies où les hommes libres fuyaient le travail salarié. L'abondance des terres et la qualité du climat offraient d'autres perspectives aux colons⁶⁷. Comme le signale Maria del Carmen Barcia, le maintien du mode de production esclavagiste est d'ailleurs la preuve éclatante qu'il était resté rentable sur l'ensemble de la période⁶⁸.

Ainsi, dans les années 1840, favoriser la colonisation de Blancs pouvait rassurer face au « péril noir », mais sans pouvoir toutefois remplacer les profits liés à l'esclavage, qui restait une « catégorie économique de la plus haute importance »⁶⁹.

Il fallait donc réussir à maîtriser la masse servile de manière à empêcher les soulèvements. Quesada pensait qu'il n'était pas trop difficile de réussir à « discipliner les anciens esclaves », mais qu'il serait très difficile de les soumettre si les esclaves étaient renouvelés en permanence. Il pensait qu'il était plus facile de

⁶⁷. Cf. H. MERIVALE, *Lectures on Colonization and Colonies, Delivered before the University of Oxford in 1839 and 1841*, p. 567.

⁶⁸. Cf. M. del CARMEN BARCIA, «La esclavitud en las plantaciones. Una relación secundaria» in- *Temas acerca de la esclavitud*, La Habana, Editorial de Ciencias Sociales, 1988, p. 106.

⁶⁹. Cf. K. MARX, *Misère de la Philosophie, Réponse à la Philosophie de la Misère de Proudhon*, 1847.

dominer ceux qui avaient déjà les « habitudes du travail et de la subordination ». Les nouveaux arrivés ne pourraient pas être « domestiqués » aussi facilement. Pour le Régent de la *Real Audiencia*, il fallait s'inspirer d'autres expériences. Il évoquait la « reproduction d'esclaves » sur le modèle des Etats-Unis, ce qui était rendu possible en « humanisant » l'esclavage grâce à de « meilleurs traitements ».

Mais en vérité, ce fut plutôt la manière forte qui fut employée pour tenter de contrôler la masse servile. La tranquillité des colons était garantie par la répression, comme en témoigne la correspondance du consul de Toscane⁷⁰. De fait, il avait d'abord souligné le danger que représentait pour lui la publication de la constitution de 1836 à Santiago, par Manuel Lorenzo, « dans une île, précisait-il, où la population étaient surtout constituées de Maures libres et esclaves... ». Le péril était, selon lui, que l'île termine comme Saint-Domingue ; toutefois il constatait finalement que la répression avait permis de maintenir « une paix inaltérable ». Lorsque O'Donnell fut nommé capitaine général de l'île, à la fin de novembre 1843, il mit en place une politique de terreur visant à mettre fin aux soulèvements. Ainsi les volontés abolitionnistes furent mises en échec dans la violence, des leaders condamnés ou exilés (même les moins radicaux comme José Antonio Saco). L'échec de 1844 est d'ailleurs considéré comme un frein sérieux, qui ralentit le mouvement vers une forme d'abolition. Jorge et Isabel Castellanos pensent même que c'est un moment de prise de conscience, une leçon politique, qui met en évidence que l'esclavage ne pouvait être éliminé à Cuba avec la seule force des esclaves et des Noirs libres. Il était nécessaire d'unir la volonté révolutionnaire de l'opinion libérale blanche. Mais l'idée mit du temps à mûrir et n'aboutit qu'en 1868⁷¹.

Ainsi, les contradictions au milieu du XIX^e siècle restaient les mêmes. Il fallait continuer à produire à des conditions permettant les profits, mais il fallait en même temps réussir à maîtriser la résistance des gens de couleur qui s'était amplifiée en se structurant

⁷⁰. M. VERNASSA, «El tráfico negrero en el área caribeña y el gran ducado de Toscana : ecos en la correspondencia consular » in-, *Les Ports dans l'espace caraïbe, Réalités et imaginaire*, Paris, L'Harmattan, 2003, p. 62-63.

⁷¹. Cf. Jorge CASTELLANOS & Isabel CASTELLANOS, *Cultura Afrocubana, el negro en Cuba, 1492-1844, tomo 1*, Miami, Ediciones Universal, 1988, p. 330.

de plus en plus sur l'ensemble de la période. Mais l'essentiel était de maintenir la prospérité de l'île, la colonisation blanche pouvait être envisagée comme une solution pour le long terme. Pour l'heure, il fallait tenter de contenir les risques « d'éruption volcaniques », le système se fit toujours plus répressif.

L'influence de la lutte pour la liberté politique

L'évolution du contexte politique dans l'île est encore un autre élément essentiel qu'il faut tenter de comprendre pour voir son rôle dans l'avancée de l'abolition.

La société cubaine s'était très tôt créolisée. L'ouvrage *Llave del nuevo mundo ante murales de las Indias* de José Martín Félix de Arrate, achevé en 1760, symbolise l'existence d'une conscience créole⁷². A la même époque, Nicolas Joseph de Ribera écrivait sa *Descripción de la isla de Cuba*⁷³, pour convaincre la monarchie de réaliser des réformes nécessaires à l'épanouissement de la colonie⁷⁴. Toutefois, pendant que l'Amérique espagnole, dès le début du XIX^e siècle, luttait pour obtenir son indépendance, Cuba restait fidèle à sa métropole, l'exemple d'Haïti, proche, ayant fait craindre pour les intérêts des colons.

Pourtant, il y eut très tôt des conspirations qui visaient à libérer l'île. Il est possible de remonter à celle de Nicolas Morales, Mulâtre libre et petit propriétaire de San Salvador de Bayamo accusé en août 1795 d'avoir organisé une conspiration qui lui valut la condamnation à mort. Il revendiquait la suppression de certains impôts dont l'*alcabala*, la distribution des terres royales aux plus pauvres, l'égalité entre les Mulâtres et les Blancs. Selon José Luciano Franco. Morales avait même le soutien de quelques riches

⁷². Cf. J. M. F. de ARRATE, *Llave del nuevo mundo ante murales de las Indias*, La Habana, Comisión Nacional Cubana de la UNESCO, 1964, 270 p.

⁷³. Cf. Nicolás Joseph de RIBERA, *Descripción de la isla de Cuba, con algunas consideraciones sobre su población y comercios*, La Habana, Editorial de Ciencias Sociales, 1975, 179 p., présenté par Hortancia Pichardo.

⁷⁴. Cf. O. PORTUONDO ZÚÑIGA, *Nicolás Joseph de Ribera*, La Habana, ed. Ciencias Sociales, 201 p.

propriétaires blancs⁷⁵. Toutefois, c'est la conspiration de José Antonio Aponte qui marqua le début du XIX^e siècle⁷⁶. Ces conspirations furent des temps forts de volonté d'indépendance qui intégrait l'abolition de l'esclavage. Mais aucune ne réussit à s'épanouir.

Les planteurs créoles se partageaient entre plusieurs tendances politiques, mais toutes étaient esclavagistes, quoiqu'il soit parfois employé l'expression d'« abolitionnisme modéré » pour les plus réformistes. Les annexionnistes, qui dominèrent dans les années 1840-1850 préféraient se mettre sous la protection des Etats-Unis plutôt que d'abandonner l'esclavage. Les réformistes prônaient au mieux la suppression de la traite et proposaient de « blanchir le pays » par des politiques de colonisation essentiellement⁷⁷.

Parallèlement, la métropole avait tout intérêt à défendre la société esclavagiste, en raison des enjeux économiques de l'économie de plantation et des intérêts des commerçants péninsulaires. En Espagne, les abolitionnistes n'avaient du coup guère de poids, même si l'opinion espagnole commença à évoluer dans le contexte des abolitions en Amérique. Une *Sociedad Abolicionista Española* fut finalement créée en avril 1865⁷⁸ et, en 1868, elle radicalisa ses exigences. Mais les débuts de la guerre d'indépendance à Cuba l'empêchèrent de pouvoir s'imposer, même si la société joua toutefois son rôle dans l'élaboration de la loi de « ventre libre » de 1870, préparée par l'abolitionniste Moret.

Le tournant majeur reste toutefois le cri de Yara du 10 octobre 1868. Carlos Manuel de Céspedes prit la tête de la révolution pour l'indépendance de l'île et donna la liberté à ces esclaves, sur sa plantation de Demajagua (Manzanillo). Carrera qui étudie les tendances abolitionnistes des régions impliquées dans ce soulèvement nous apporte cependant des nuances essentielles sur

⁷⁵. J. L. FRANCO, *La Batalla por el Dominio del Caribe y el Golfo de Mexico, Tome I, Política continental Americana de España*, La Habana, Instituto de Historia, Academia de Ciencias, 1965, 427 p.

⁷⁶. En 1812 : J. L. FRANCO, *La conspiración de Aponte*, La Habana, Editorial de Ciencias Sociales, 2006, 136p.

⁷⁷. Et de métissage.

⁷⁸. Cf. Paloma ARROYO JIMENEZ, «La Sociedad Abolicionista Española, 1864-1886» in- *Cuadernos de historia moderna n°3*, 1982, p. 127-150.

les conceptions abolitionnistes. À Camagüey, Céspedes rappela aux révolutionnaires qu'ils avaient le soutien financier des planteurs de La Havane, à condition de respecter les dotations d'esclaves⁷⁹. La déclaration d'indépendance devait donc être accompagnée de la libération des esclaves réputés « utiles », retenus dans les exploitations et incorporés dans les troupes de l'Armée de Libération. D'autre part, le texte constitutionnel adopté, le 10 avril 1869, prévoyait dans les articles 24 et 25 que « tous les habitants de la République étaient entièrement libres ». Mais la Chambre des Représentants, créée par la constitution, approuva un Règlement des Affranchis (*Reglamento de Libertos*) qui obligeaient les esclaves à continuer leurs fonctions domestiques et déterminaient un certain nombre de règles orchestrées par la *Oficina Principal de Libertos*, chargée d'abord des recensements et registres⁸⁰. Ce fut finalement le 25 décembre 1870 que Céspedes signa la circulaire qui mit fin à l'esclavage dans la République de Cuba en Armes. De leur côté, les Espagnols promulguèrent la loi Moret le 4 juin 1870, pour attirer les esclaves dans leur camp. Elle libérait tous les esclaves qui servaient la métropole contre les insurgés cubains. Elle rendait libre aussi tous les enfants naissant après sa promulgation, ainsi que les personnes âgées de plus de 60 ans. Malgré tous les défauts de cette loi qui faisait de l'ancien maître le tuteur des enfants, c'était encore une étape vers la liberté⁸¹.

Les avancées liées à la Révolution sont essentielles, à plusieurs titres. D'abord, les esclaves rejoignirent en nombre les indépendantistes pour obtenir la liberté générale. D'autre part, Pedro Deschamps Chapeaux explique que les marrons avaient aussi rejoint les forces *mambises* en 1868. Certes, la guerre de Dix ans se terminait par la soumission – temporaire – des indépendantistes, mais il était impossible de revenir complètement

⁷⁹. Cf. J. Angel CARRERAS, *op. cit.* p. 41: Céspedes: «aplaudo, doctor, el noble propósito de la Junta de Sibanicù y el de usted, mas no puedo resolver, porque muchos de los hacendados de La Habana nos favorecen con gruesas sumas de dinero y nos ofrecen su cooperación pero a base de que respetemos las dotaciones de esclavos. Es necesario, pues, esperar a que se desenvuelvan los acontecimientos...».

⁸⁰. *Ibidem.*, p. 44.

⁸¹. «mezquina pero con algunos intersticios aprovechables para filtrarse hacia la libertad», *Ibidem.*, p. 52.

en arrière. Une nouvelle loi fut proclamée en février 1880 qui remplaçait l'esclavage par le « *patronato* ». Il s'agissait d'une étape intermédiaire qui disparu finalement en 1886.

Les travaux de Rebecca Scott ont montré comment les esclaves utilisèrent les ressorts légaux dont ils disposaient, pour accélérer les effets d'une législation restée extrêmement frileuse⁸². De fait, la loi de 1880 prévoyait par exemple que les anciens esclaves, qui devaient rester sous la protection du maître, conservaient la possibilité de se racheter. Beaucoup d'entre eux réussirent à le faire et la loi sur le *patronato* fut du coup abolie plus vite que prévue.

La fin de l'esclavage à Cuba est en fait le résultat d'un très long processus qui s'étend sur pratiquement un siècle, de la Révolution haïtienne à la loi de 1886. Les principaux freins à l'avancée de l'abolitionnisme sont d'abord liés aux choix économiques de la colonie. L'évolution de ses activités vers la production de denrées coloniales nécessitaient une main d'œuvre importante. Le travail esclave permettait de bénéficier d'une parfaite soumission au travail, les travailleurs n'ayant pas la liberté de quitter la plantation. Les avancées techniques et la diminution du défrichement diminuèrent légèrement les besoins en main d'œuvre, mais pas suffisamment pour se passer des captifs. Par ailleurs, il faut évoquer le sentiment de pouvoir lié à la possession d'esclaves – qui confortent l'homme blanc, ou libre, dans une forme de toute puissance – qui intervient aussi dans le refus d'abandonner le système esclavagiste mais les raisons économiques sont l'explication principale qui articule l'ensemble de la question tant sur le plan interne que sur le plan international. Les politiques de marchés priment sur les politiques humanitaires et, en 1886, l'abolition ne remettait d'ailleurs pas en cause l'économie du sucre, ce qui restait l'essentiel.

⁸². Rebecca J. SCOTT, *La emancipación de los esclavos en Cuba, La transición al trabajo libre, 1860-1899*, México, Fondo de Cultura Económica, 1989, 377 p.